# De l'émergence d'une cosmopolitique culturelle comme réponse paradoxale à la *grande crise* actuelle

#### **Introduction:**

Dans le domaine de pensée et d'action que l'on peut circonscrire par le couple géopolitique et culture, nous avons affaire à des contradictions insoutenables, même à court terme, et pas seulement in the long run. En effet, d'un côté, la plupart des acteurs (politiques, économiques, culturels) et des analystes (universitaires, consultants,...) s'accordent à reconnaitre en principe le rôle critique de la culture et du développement des liens culturels (entre nations, régions, cités...) quant à leur rôle supposé ou avéré dans la résolution des conflits, l'établissement de relations plus équitables entre les nations, sinon la construction d'ensembles régionaux (UE, Mercosur, ASEAN...) visant à unifier les politiques de leurs membres étatiques. D'un autre côté, force est de constater un fort désinvestissement (financier et symbolique) des décideurs politiques et économiques à l'égard des projets culturels (quelle que soit leur taille), et ce avec persistance depuis la fin de l'année 2007 et le démarrage d'une « grande crise » multiforme dont nous sommes loin d'émerger.

Schizophrénie hélas classique, voire chronique, dans l'histoire des nations comme dans celle de la pensée : *les décisionnaires ne font plus* ce qu'ils prétendent pourtant souhaitable et important de faire « *pour la culture* », et moins encore « *pour la diversité culturelle* » ou « *pour le dialogue interculturel* ». Pire, tout en soulignant « *l'intérêt* » des problématiques culturelles, ils ne les considèrent plus du tout comme des « *priorités* », les repoussent au second rang quand ce n'est pas au dernier, et n'assurent même pas la continuité nécessaire (budgétaire, en particulier) des actions engagées sur les moyen et long termes par leurs prédécesseurs des années 1980 et 1990. L'ambition de politiques culturelles fortes, que ce soit à l'échelle nationale, européenne ou internationale, semble elle-même devenue inactuelle, voire intempestive, alors qu'il y a une décennie, cette ambition occupait une place éminente au cœur des politiques générales de plusieurs grandes nations comme de l'Union européenne elle-même.

#### Il s'agit ainsi:

- i) de mettre en évidence quelques unes des contradictions et défaillances contemporaines concernant le domaine d'action géopolitique et culture ;
- ii) de rappeler en contrepoint certaines des réussites les plus significatives des dernières décennies en matière de politique culturelle ;
- iii) de préciser quels seraient les enjeux et quels pourraient être les objectifs à horizon 2020 d'une véritable *cosmopolitique culturelle*.

#### 1. Aggravation des contradictions entre géopolitique et culture :

Depuis le second semestre de l'année 2007, nous sommes entrés dans une phase d'instabilité et de recomposition loin d'être achevée en ce qui concerne les relations historiquement complexes entre géopolitique *et* culture.

Qu'est-ce à dire?

Il se trouve qu'a été mis en cause avec une violence extrême rien moins que le nouveau scénario qui semblait s'écrire de manière convaincante, à défaut d'être irréversible, depuis la *césure historique* des Années 1989-1991. Ce scénario fut balisé par des événements tels que l'ajout de clauses d'*exception culturelle* aux Accords de Marrakech de 1994<sup>1</sup>, le rapport Perez de Cuellar de 1996 (*Notre diversité créatrice*, Unesco<sup>2</sup>), la dynamique de « *culture de la Paix* » engagée par Federico Mayor<sup>3</sup> et l'Unesco à partir de 1998, la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* du 2 novembre 2001, la Convention sur la diversité des expressions culturelles d'octobre 2005, sa ratification au printemps 2007, enfin le point d'orgue que fut l'annonce d'un « *Agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation* » publié le 10 mai 2007<sup>4</sup>.

En effet, une telle *construction multipolaire d'inspiration résolument cosmopolitique*, qui avait fait défaut si longtemps sur la scène internationale et paraissait pouvoir enfin constituer l'alternative adaptée à une « *gouvernance mondiale* » toujours invoquée comme impératif catégorique, mais dans les faits déficiente, sinon inexistante. Mais cet édifice collectif sans précédent a subi les coups de boutoir incessants d'une crise multiforme de grande ampleur<sup>5</sup>, à l'effet dévastateur sur tout ce qui avait été patiemment mis en place depuis la fin des années 1980.

Ainsi se retrouve-t-on, en 2014, dans la situation peu enviable de devoir faire le constat d'une *involution majeure*, ou, de manière plus abrupte : d'un *retour en arrière* de plus de deux décennies en ce qui concerne : i) la dynamique de fond mise en œuvre en faveur de l'exception culturelle (en matière commerciale et juridique), mais aussi de la diversité culturelle et du dialogue interculturel ; ii) le crédit et le rôle accordés aux politiques culturelles dans la promotion de la démocratie et de la paix, ainsi que d'un développement solidaire et durable, enfin, iii) quant à la place dévolue à la culture dans les affaires du monde.

En effet, tout se passe comme si le trauma du 11 Septembre 2001, les Guerres d'Afghanistan et d'Irak, ladite « *Guerre contre le Terrorisme* », la « *crise des subprimes* », la faillite de Lehman Brothers, les turpitudes du système bancaire international, le déséquilibre généralisé des finances publiques, l'inefficacité commune des politiques d'austérité et de la « *lutte contre le chômage* »… l'ensemble de ces

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Accords consacrant la naissance de l'OMC (WTO), à la fin du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round).

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Cf.: http://unesdoc.unesco.org/images/0010/001055/105586fo.pdf

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> « La notion de culture de la paix puise sa symbolique dans le fait qu'une paix durable n'est pas seulement l'absence de guerre, mais un processus dynamique fondé sur des principes démocratiques », Federico Mayor, Unesco, 12 mai 1998. Cf. également l'article « Culture de la paix » de Patrice Vermeren dans le *Dictionnaire critique des mondialisations*: <a href="http://www.mondialisations.org/php/public/art.php?id=1927&lan=FR">http://www.mondialisations.org/php/public/art.php?id=1927&lan=FR</a>

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Un texte essentiel, qui n'a pas connu le succès qu'il aurait mérité, sans doute pour de mauvaises raisons... d'agenda! En effet, jamais l'ambition d'une *politique culturelle européenne* n'avait été portée aussi clairement ni plus vigoureusement.

Cf. http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2007:0242:FIN:FR:PDF

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Financière et économique en surface ; politique, morale et culturelle en profondeur, elle n'a de fait pas cessé son travail de sape depuis la fin de l'été 2007.

mauvaises nouvelles et leur empilement avaient réussi à évincer de la scène les politiques culturelles menées avec succès à différentes échelles<sup>6</sup> depuis parfois un demi-siècle<sup>7</sup>. Comme si la capitalisation des « signaux négatifs » permettait de renverser la perspective, et de considérer désormais ces politiques culturelles plutôt comme une gêne, une entrave aux politiques « sérieuses » voire « un luxe », au lieu de les entendre, de les développer et promouvoir comme ce qu'elles ont démontré être dans la Cité contemporaine : des outils essentiels pour assurer le progrès des relations entre individus, communautés et nations les plus divers.

Cependant, malgré cette involution inquiétante, *il reste encore matière à espérer* au sein d'un paysage de la culture aujourd'hui déserté par la *grande politique* au profit de ses obsessions stratégiques, économiques et financières<sup>10</sup>, et ce aussi bien en Europe que dans les autres régions du monde.

### 2. De quelques succès notables en matière de politiques culturelles :

**2.1.** Si les leaders nationaux en Europe ne semblent plus considérer *hic et nunc* la politique culturelle comme ambition et action prioritaires sur leur agenda, on ne saurait négliger que certains outils mis en place de longue date avec le soutien de la Commission européenne, du Parlement européen, en concertation étroite avec les acteurs éducatifs et culturels ainsi qu'avec la société civile, ont contribué de manière décisive à i) faire progresser le « *projet européen* », malgré tous les obstacles rencontrés, ainsi qu'à ii) faire mieux comprendre et apprécier l'Europe et ses idéaux<sup>11</sup>.

Parmi ces outils couronnés de succès, on en distinguera deux emblématiques, dont l'action comme les résultats s'inscrivent sur le moyen et long terme.

**2.2.** Le premier est le dispositif **Erasmus**<sup>12</sup>, inauguré l'année 1987 et dont la popularité a dépassé toutes les espérances, en dépit d'un budget initial très modeste<sup>13</sup>.

En effet, grâce à Erasmus sous sa première version réservée aux jeunes Européens, puis dans sa version *Erasmus Mundus* étendue aux jeunes du « *reste du monde* » <sup>14</sup>, c'est non seulement *la mobilité* <sup>15</sup> des plus jeunes des citoyens dès le début de leurs

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Politiques culturelles locales, nationales, régionales, interrégionales et internationale...

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Par ex., le premier Ministère français "des Affaires culturelles" est inauguré par André Malraux en 1959.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Tous ces signes qui témoignent de *la non-gouvernance comme régime dominant*, en lieu et place du fantasme d'une *gouvernance mondiale* introuvable.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> De l'emploi, du logement, de la santé, des infrastructures, des communications...

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Obsessions normatives qui produisent un "effet d'éviction" de tout ce qui ne se réduit pas à elles-mêmes, et en particulier : de la culture, des impératifs écologiques, de la préservation des patrimoines communs de l'humanité, tangibles et intangibles…

Comme la devise "Unie dans la diversité" qui aurait dû précéder la Constitution, si celle-ci avait été approuvée.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Acronyme de European Action Scheme for the Mobility of University Students.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> 85 millions d'« écus » pour les trois premières années. En près de 26 ans, il aura permis à environ 3 millions d'étudiants européens de suivre des programmes universitaires dans les pays partenaires.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Terrible expression à la vie dure... Erasmus Mundus a été mis en œuvre à compter de la rentrée universitaire 2004-2005, soit 17 ans après le lancement du dispositif initial.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Critère de sélection majeur dans la plupart des programmes et projets promus par l'UE, "la mobilité" est devenue une obsession politique et géopolitique centrale depuis plus d'une décennie. Cf. par exemple les conclusions du Conseil européen de novembre 2008 : « La mobilité des jeunes constitue un outil important pour forger le sentiment d'appartenance à l'Europe, favoriser l'insertion sociale et professionnelle et garantir la

études universitaires qui a été favorisée à une échelle sans équivalent jusqu'alors, mais c'est simultanément l'idée même de la construction européenne, son sens, sa force, son offre de partage qui ont été rendu concrets et convaincants pour le grand nombre des « jeunes Européens »... Et, de fait un tel « dispositif », aussi simple dans son principe, a peut-être fait beaucoup plus pour l'Europe que « la monnaie unique » laquelle s'est avérée n'être pas commune à tous...

Erasmus, ce sont des chiffres impressionnants<sup>16</sup> que les leaders politiques europhiles peuvent revendiquer, comme les bureaucraties concernées. Mais ce n'est certainement pas dans ces arguments quantitatifs<sup>17</sup> que réside son vrai succès. Car le véritable succès d'Erasmus est d'ordre anthropologique et culturel. Il a permis à des millions de jeunes de vivre avec des autres, non connus a priori, sous d'autres latitudes, avec d'autres langues, cuisines, architectures, rituels..., et de partager avec eux non seulement des enseignements mais encore des pratiques sportives, artistiques, culturelles, sociales, politiques.

Le succès d'Erasmus ne tient pas à ses statistiques, mais bien plus au vivreensemble qu'il a soutenu, accompagné, renouvelé.

2.3. Europa-Cinémas est un autre dispositif européen de politique culturelle sans équivalent et aux résultats également exceptionnels.

En effet, Europa-Cinémas, créé en 1992 dans le cadre du programme MEDIA de l'UE et avec le soutien du Centre national du cinéma et de l'image animée, a œuvré depuis lors à la fois pour favoriser la diffusion (et donc la production) du cinéma européen dans tous les pays européens, en dépit du rouleau compresseur des autres cinématographies (USA, Inde, « pays émergents »...). Son réseau est présent (chiffres 2012) dans 554 villes de 33 pays européens, avec 923 cinémas et 2210 écrans. Les résultats 2012 de ce réseau ont été les suivants : « Avec plus de 63% des séances pour le cinéma européen et près de 41% des séances pour les films européens non nationaux, le réseau Europa Cinémas (...) a réalisé 62.9 millions d'entrées ». Une performance qui n'aurait jamais été atteinte, est-il besoin de le préciser, si depuis plus de deux décennies, et avec des subsides financiers modestes, l'aide à la programmation dans les salles indépendantes de qualité, l'aide aux copies, au soustitrage et au doublage de films européens n'avait été décidée et soutenue avec constance par les autorités politiques et administratives concernées.

Par ailleurs, à l'image du déploiement d'Erasmus en Erasmus Mundus, Europa-Cinémas s'est doté d'un second réseau, « Europa Cinémas Mundus », qui prolonge

<sup>16</sup> Plus de 3 millions d'étudiants Erasmus depuis 1987, et plus de 250.000 pour la seule année 2011-12 dans les 33 pays participant au programme (les États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse et la Turquie). "Grâce à ce programme, les étudiants acquièrent des compétences et une expérience internationale qui accroissent leur aptitude à l'emploi et leur permettent d'être plus mobiles sur le marché du travail. (...) Parmi les pays participant au programme Erasmus, les destinations les plus prisées des étudiants ont été l'Espagne, la France et l'Allemagne en 2011-2012". In http://europa.eu/rapid/press-release IP-13-657 fr.htm <sup>17</sup> Nombre de jeunes et de séjours, progression du dispositif dans les populations étudiantes européennes, etc.

compétitivité de l'économie européenne. Toutefois, malgré le succès du programme Erasmus, la mobilité des jeunes fait encore figure d'exception", in <a href="http://europa.eu/legislation\_summaries/education\_training\_youth/youth/ef0008\_fr.htm">http://europa.eu/legislation\_summaries/education\_training\_youth/youth/ef0008\_fr.htm</a>

l'action d'Europa Cinémas dans une trentaine de pays des zones Asie, Amérique Latine, Maghreb, Machrek et Afrique<sup>18</sup>.

2.4. À l'échelle mondiale, et quelles que soient les préventions que l'on puisse éprouver à l'égard des « outils normatifs » du droit international, on ne saurait négliger l'importance historique de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle<sup>19</sup> (2 novembre 2001), celle de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles<sup>20</sup> (20 octobre 2005) qui s'est inscrite dans son sillage, mais aussi celle de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel<sup>21</sup> (17 octobre 2003), à savoir trois textes fondateurs qui ont constitué, chacun à l'heure de son approbation : des jalons essentiels en vue de l'élaboration à venir d'une authentique cosmopolitique culturelle.

En effet, malgré leurs résultats concrets encore limités<sup>22</sup>, ces textes à la fois politiques, juridiques et philosophiques marquent une avancée décisive de la prise de conscience collective, tant au niveau des communautés scientifiques et culturelles que des Etats et des sociétés civiles. Une telle prise de conscience, c'est celle i) de l'importance de mener en commun et selon des normes homogènes des stratégies de protection et de promotion des patrimoines et des expressions culturelles dans leur diversité foisonnante ; ii) de l'introduction de ces problématiques au cœur des relations politiques et diplomatiques des Etats et des organisations d'Etats; enfin, iii) du caractère essentiel du point de vue de la paix durable (comme finalité ultime) d'une approche et d'un traitement concerté des défis concernés<sup>23</sup>.

## 3. Enjeux et objectifs d'une cosmopolitique culturelle :

Quels que soient les espaces de relations politiques où elle aurait à se déployer, c'est-à-dire : a) des organisations d'Etats (comme UE, ASEAN, Mercosur) ; b) des ensembles de « Régions », des réseaux de Villes ou d'autres collectivités locales ; c) des réseaux d'ONG ou d'autres acteurs de la société civile — une authentique cosmopolitique culturelle devrait se donner pour ambition au moins les sept objectifs suivants:

1. Mettre la culture au centre de la politique, et considérer la « politique culturelle » comme politique ordonnatrice et régulatrice de la « politique

<sup>22</sup> Mais la ratification et la mise en œuvre des 2 conventions mentionnées est de fait très récente.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> Pays dans lesquels se trouvent des cinémas membres du réseau Europa Cinémas Mundus : *Amérique Latine* : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Mexique, Pérou, Venezuela. Asie: Chine, Hong Kong, Japon, Inde, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande. Pays méditerranéens: Algérie, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Territoires palestiniens, Tunisie. Afrique du Sud.

 $<sup>^{19}\</sup> Cf.\ \underline{http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL\_ID=13179\&URL\_DO=O\_TOPIC\&URL\_SECTION=201.html}\\ ^{20}\ Cf.\ \underline{http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL\_ID=31038\&URL\_DO=DO\_TOPIC\&URL\_SECTION=201.html}\\ ^{21}\ Cf.\ \underline{http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf}\\ ^{22}\ Cf.\ \underline{http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf}\\ ^{23}\ Cf.\ \underline{http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf}\\ ^{24}\ Cf.\ \underline{http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/132540f.pdf}\\ ^{25}\ Cf.\ \underline{http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001325/1325/1325/1325/1325/1325/1325/13$ 

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Ne prenons que deux exemples : i) les conséquences inestimables de la disparition sur un rythme annuel de plusieurs dizaines de langues en Amérique du Sud et du centre, en Afrique, en Asie et en Océanie ; ii) celles de la destruction, marchandisation et délocalisation immédiates de millions d'œuvres d'art contemporain dans les zones de conflit, en particulier celles situées dans les "pays les moins avancés" (PMA).

*générale* » (celle des gouvernements, exécutifs, directions d'administrations et d'entreprises) ;

- 2. Mettre le vivre-ensemble en tête des priorités politiques : à savoir un vivreensemble non seulement économique, monétaire, juridique, administratif<sup>24</sup>, mais encore et surtout : éducatif, social, culturel et symbolique<sup>25</sup>;
- 3. Promouvoir le partage des formes culturelles et artistiques diverses comme médium privilégié de la paix durable aussi bien que d'un développement écologique et solidaire soutenable sur le long terme ;
- 4. Rendre l'idée même de paradigme culturel obsolète et insupportable. Faire en sorte que « la culture » ne puisse plus être une arme de destruction massive dans les mains des plus forts contre les plus faibles ;
- 5. Remettre les concepts de « culture dominante » et plus encore de « civilisation » à la place qu'ils n'auraient pas dû quitter : celle de concepts purement instrumentaux qui ne servent que ceux qui en abusent ;
- 6. Faire de la culture le moyen principal de la politique, son acte de naissance aussi bien que sa finalité ;
- 7. Réciproquement, faire de la politique le moyen de la culture, son alpha et son oméga.

Ce qu'il nous est difficile d'entendre, parce que nous avons été habitués trop longtemps à concevoir et accepter autre chose : c'est que *la culture ne peut plus continuer d'être un sous-produit de la politique* (« grande » ou « petite »), l'isolat des riches, la réserve de chasse des puissants, l'exception des savants et des oligarques...

Car, malgré eux, malgré nous, malgré ceux qui pensaient avoir des idées claires et distinctes sur son statut et son rôle, la culture s'impose à nous comme *le médium et le fer de lance de la politique actuelle et de la géopolitique à venir*.

La culture ne peut plus être conçue et agie comme une « marge », une « annexe », voire « la cerise sur le gâteau » de la politique... Elle doit (de nouveau ?) être perçue comme la chance et le premier moteur d'une politique en panne sur tous les fronts, qui a besoin — un besoin ontologique — du lien culturel, du lien interculturel, du dialogue interculturel, de la diversité culturelle et de l'exception culturelle.

La culture doit revenir au cœur même de l'action politique et géopolitique pour que soit retrouvé, sinon restauré : le sens profond de cette action, pour ainsi dire effacé. Elle est le palimpseste de toute politique et de toute géopolitique.

François de Bernard, président du GERM (www.mondialisations.org)

<sup>25</sup> Celui qui s'est imposé depuis le début des Années 2000, avec le combat commun pour la *Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle* et jusqu'à "l'Agenda européen de la culture à l'ère de la mondialisation » de 2007.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> Un vivre-ensemble correspondant à la façon de "faire l'Europe" qui fut prééminente de 1957 à 2000...